ENQUÊTE ET RAPPORT ...

« **Théoriquement** » les forces de l'ordre, sont sensés (entre autre) protéger les populations. Lors d'une enquête nationale conjointe de **MédiaChartres** avec ses confrères, voici ce quelle a révélée:





archives

Une infime minorité, utilise (ou a utilisé) à titre privé ou pour « rendre service » (comme par exemple, les pantouflards) les fichiers de la Police ou de la Gendarmerie (la tricoche) mais la justice, ne l'entend PLUS ainsi et va tout mettre en œuvre, pour endiguer ses pratiques qui violent les réglements et dévalorisent l'image et le travail des forces de l'ordre. Des investigations qui vont visés d'autres services de l'État (Préfectures, Ministères, etc)



Enquête (extrait): publié le 11/02/2023 sur (source)

https://www.mediapart.fr/journal/france/110223/fichiers-de-pol
ice-et-de-gendarmerie-dix-ans-de-detournements

« Consultations illégales, transmission d'informations confidentielles, voire corruption : les fichiers de police, dont le contenu est sensible et l'usage encadré: Fichiers de police et de gendarmerie : retour sur dix ans de détournements ».

Le gigantesque « Traitement des antécédents judiciaires » (TAJ) et son ancêtre, le « Système de traitement des infractions constatées » (Stic), semblent surreprésentés. Renseignement au profit d'un ami, vendetta personnelle ou revente d'informations : les motivations sont multiples. Depuis 2015, le ministère de la justice dénombre 262 condamnations de première instance pour le délit de « détournement de la finalité d'un traitement de données à caractère personnel », l'une des qualifications pénales utilisées.

Dans plusieurs de ces rapports, l' IGPN précise que ces chiffres concernent toutes les consultations identifiées comme « sans rapport avec le service » (c'est-à-dire que le policier n'avait pas de raison professionnelle valable de faire cette recherche), quel que soit l'objectif poursuivi. « Les informations ainsi obtenues peuvent avoir été remises à des tiers, avec ou sans but lucratif.



archives



De son côté, l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) fait état de sept saisines du « bureau des enquêtes » par l'autorité judiciaire entre 2019 et 2021 pour des « détournements de fichiers » commis par des gendarmes. Auxquelles s'ajoutent 17 saisines pour des délits voisins, la « violation du secret » (professionnel, de l'enquête ou de l'instruction). En 2020, 37 sanctions disciplinaires ont été prises pour des « divulgations d'informations » vers l'extérieur.

« Dans la plupart des affaires de consultation illégale, il n'y a pas d'argent versé, complète le magistrat L P. Ce sont des affaires de "curiosité malsaine" : le policier a passé au fichier des voisins ou des membres de sa famille. » Une curiosité malsaine qui a conduit des policiers et des gendarmes au tribunal plus d'une fois, comme en 2019 dans l'Aisne ou la même année en Normandie. L' IGPN dénombre 107 manquements aux règles d'utilisation des fichiers … Si la preuve de la consultation illégale est assez simple à rapporter par les enquêteurs, il en va différemment pour la preuve éventuelle d'une rétribution à titre de contrepartie.

la Direction générale de la police nationale (DGPN) affiche

« une politique de prévention particulièrement rigoureuse » pour lutter contre les abus, compte tenu de « la sensibilité de ces fichiers ». Elle évoque aussi les outils techniques censés améliorer la traçabilité : comme une habilitation individuelle, un droit d'accès, etc. L'institution insiste sur le cadre censé garantir le respect du droit.

Comme elle le rappelle, le code de déontologie de la police et de la gendarmerie comporte une disposition spécifique sur les fichiers informatiques. Celle-ci impose aux fonctionnaires de « préserver la vie privée des personnes » et de n'utiliser les fichiers que « dans le strict respect des finalités et des règles propres à chacun d'entre eux ».

Ceci, nous ramènent au plan local (Chartres et Agglo), ou « certaines personnes » (utilisent) à titre privé les fichiers de la Police ou de la Gendarmerie dans le but d'aider des proches ou amis-es, ou sur demande de « certains employeurs où associés » !

Selon les sources MédiaChartres, des « signalements », ont été rapportés auprès du Ministère de l'intérieur et d'autres services concernés, sur les agissements illégaux des personnes concernés.







Sylvie Muller



UN MONDE « MAFIEUX » !

MédiaChartres apporte son soutien au monde soignant !



Pour son retour, MédiaChartres démarre l'année 2023 avec le sujet global (Mondial, Français et surtout régional) de la « perversion financière« .

Le récent limogeage d'une **Préfète** en région centre (**Marie Lajus**), par le **Ministre de l'intérieur** (?) sous de faux prétextes, nous prouve que l'argent est bien le véritable moteur de la vie, et la principale motivation de bon nombre de politiques (...) sauf exception, comme le sujet du jour.

*photo (x)



Nous nous sommes intéressés à ce « cas« qui n'en n'est pas un et qui reflète à lui seul, les conflits d'intérêts, les abus de pouvoir, les trafics d'influences et autres …

Mais comme les faits parlent d'eux mêmes, nous vous avons sélectionné un certain nombre de liens.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/26/nous-affirmons

-notre-soutien-a-la-prefete-marie-lajus-et-a-travers-elle-acelles-et-ceux-qui-uvrent-au-respect-de-laloi 6155706 3232.html

https://www.mediapart.fr/journal/france/050422/la-prefete-de-l
a-region-centre-visee-par-une-enquete-pour-prise-illegale-dinterets

https://www.leparisien.fr/faits-divers/perquisition-a-la-prefecture-de-region-centre-val-de-loire-la-prefete-visee-par-une-enquete-pour-prise-illegale-dinterets-05-04-2022-KRJBIXL6HBB5LKJ3LPIEVW3V4M.php?ts=1649174643529

https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/la-prefet
e-de-la-region-centre-val-de-loire-visee-par-une-1649169701

https://www.larep.fr/montargis-45200/travaux-urbanisme/la-pref
ete-du-loiret-visee-par-une-enquete-pour-prise-illegale-dinterets-dans-le-cadre-du-classement-de-la-caserne-gudin-amontargis 14110872/

https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/in
dre-loire/tours/limogeage-de-la-prefete-d-indre-et-loiregerald-darmanin-denonce-des-

mensonges-2686070.html#xtor=EPR-521-[france3regions]-20230104[info-titre5]&pid=

et le plus « beau » !

https://www.mediapart.fr/journal/france/030123/darmanin-un-rep
resentant-de-l-etat-doit-etre-inattaquable-et-respectablesauf-exception

Donc, d'après M. le Ministre,

« Un représentant de l'État doit être inattaquable et respectable, et lorsque ce n'est pas le cas, je prends mes responsabilités en tant que chef de l'administration. » (citation).

Rappel: ces dernières années, il a maintenu en poste, promu ou soutenu des fonctionnaires ou personnalités mis en cause, voire condamnés, dans des affaires financières, de corruption ou de violences (CQFD)

Il assure que sa décision de démettre la préfète de ses fonctions n'a « rien à voir avec des projets immobiliers » (non, sans blague) , Il a indiqué, de manière sibylline, qu'elle était liée « au comportement des uns et des autres ». Puis (plus grave) il a mis en cause, sans citer le nom de la préfète, sa respectabilité.

Cette phrase n'a pas manqué de faire réagir. D'abord parce que la préfète est, au contraire, connue pour son « professionnalisme », « son impartialité, sa probité et son humanité », ont fait savoir 49 personnalités, acteurs de la société civile, fonctionnaires et élu·es des territoires où



elle a exercé, contrairement à d'autres ...

MédiaChartres s'interroge, nos confrères vont-ils (eux aussi)
être visés par des plaintes farfelues, et convoqués à Orléans
pour audition, devant un OPJ (?) pour avoir simplement fait leur
métier (preuve absolue que ce siècle, est celui du règne de
l'ostracisme).



Martine Leroy

LA JUSTICE, AU BANC DES ACCUSÉS.

MédiaChartres aborde aujourd'hui, LE sujet d'actualité qui fâche le monde judiciaire.



La justice bientôt en « déliquescence » ?

Source JDD: Pour désengorger les tribunaux, les prisons et toutes les institutions judiciaires, la Place Vendôme et la Place Beauvau, en concertation avec le gouvernement, ont décidés d'exhumer une dépêche interministérielle (Justice et Intérieur), datée de mai 2021, qui incite les magistrats à « classer sans suite les affaires jugées trop anciennes ou pour lesquelles aucune enquête n'a été menée », un boulevard trois étoiles, à toutes les dérives (***)

Réactions et frondes immédiates des intéressés, tous sont vent



debout!

« Cette dépêche est humiliante et infantilisante, classer sans suite alors qu'il y a des victimes, ça n'est pas pour ça que je suis devenu procureur. » (citation).



Et la réforme de la police judiciaire rendrait la situation plus catastrophique encore.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/11/03/reforme-de-lapolice-judiciaire-une-veritable-regression-dans-la-luttecontre-le-crime-organise_6148336_3232.html

https://policeetrealites.com/

Les Forces de Sécurité Intérieure dans l'actualité médiatique



Article complet, sur le site (abonnés 1€)



https://www.lejdd.fr/Societe/pour-reduire-le-stock-de-dossie

<u>rs-bloques-dans-les-commissariats-les-magistrats-pries-de-</u> classer-sans-suite-4145531

Situation ubuesque mais pas inédite dans l'histoire de la justice, combien d'innocents ont été condamnés à payer des fautes pour les autres. Parallèle avec le cas de la justice aujourd'hui, qui va devoir payer désormais la surdité et le laxisme, des gouvernements successifs à son égard (la vie est injuste et réserve souvent des surprises).

http://L. n° 2019-222, 23 mars 2019, de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice Cons. const. 21 mars 2019, décis. n° 2019-778 DC





Pour MédiaChartres, les plus « pénalisés-es » dans ce nouveau cadre, sont et seront, les plaignants-tes, qui n'obtiendront (pour beaucoup) jamais, justice et réparation.





Karine Relin

JUGEMENT ou ENCOURAGEMENT ?

MédiaChartres, en parallèle de « l'affaire du Maire de Lèves » a compilé une série d'articles, ayant pour thème « les agressions sexuelles« , et le constat est sans ambiguïté !

La Justice fait t'elle preuve de clémence, dans l'expectative d'avoir à juger des « **cols blancs** » ? (qui sont déjà, nombreux à être passé à la barre d'un tribunal.).

https://fr.wikipedia.org/wiki/Col_blanc_(classe_sociale)

https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/eu

<u>re-et-loir/eure-et-loir-le-maire-de-leves-condamne-pour-</u> harcelement-moral-2588492.html





Pourtant, **le Président E. Macron**, avait pris des engagements et donné des garanties sur le sujet (amnésie ou début de alzheimer) ?

RAPPEL:

https://www.gouvernement.fr/action/loi-renforcant-l-action-c
ontre-les-violences-sexuelles-et-sexistes

Voici des exemples criants:

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/25072
2/pour-une-loi-qui-accorde-une-reelle-priorite-auxtraitements-des-violences-sexuelles

https://blogs.mediapart.fr/edition/violences-sexuelles-la-just
ice-defaillante/article/220722/recit-dune-femme-victime-deviolences-conjugales-et-de-se

https://blogs.mediapart.fr/edition/violences-sexuelles-la-just
ice-defaillante/article/180722/violences-sexuelles-la-justicedoit-devenir-reparatrice-p

https://blogs.mediapart.fr/edition/violences-sexuelles-la-just ice-defaillante/article/060422/lettre-dune-victime-de-violnon-reconnue-par-la-justice









C'est NON!

https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement MeToo

A la lecture de ces témoignages, nous ne pouvons que nous émouvoir des traitements des victimes et … des jugements !

La Justice, va t'elle prendre enfin conscience, de l'urgence de revoir la nature des peines pour les accusés et de la prise en compte du désespoir et du traumatisme psychologique à long



terme, des victimes ?

MédiaChartres apporte son entier soutien, à toutes les femmes victimes de harcèlement sexuelle, ou de violence !



Clara Hirch

CASSER SA TIRELIRE.

MédiaChartres a une mauvaise nouvelle, pour les Élus-es qui c'étaient fait voter une « subvention » pour se défendre en justice , sans que cela ne sorte de leur poche, simplement avec avec l'argent des contribuables.

La Justice indépendante, refuse à présent, de cautionner dans le cadre « d'égarements des mêmes Élus-es« , <mark>censés donner l'exemple.</mark>





En effet, **le Maire de la Ville d'Istres**, charmante petite Ville du Sud de la France, en à fait l'amère constatation, lors de l'une de ses dernières comparutions au Tribunal.







Source: -Marsactu- Jean-Marie Leforestier (20/07/2022)

La justice interdit au maire d'Istres de faire payer sa défense au contribuable.

Le tribunal administratif estime que François Bernardini a contrevenu à la loi en sollicitant la prise en charge de ses frais d'avocat. Celui-ci fait l'objet d'une enquête pour corruption du parquet national financier.



C'est un nouveau coup dur pour le Maire d'Istres François Bernardini. Après avoir reçu au début du mois de juillet la synthèse du PNF (parquet national financier) qui envisage de le renvoyer en correctionnelle, il a été destinataire d'une décision négative du tribunal administratif. Celui-ci lui interdit de faire payer ses honoraires d'avocat au contribuable istréen. [...]

-suite de l'article, sur le site-

MédiaChartres, suggère à beaucoup d'entre eux, d'être prudent et de remplir leur tirelire, d'économiser pour l'avenir, car très souvent, « **l'histoire se répète** » ...

Une jurisprudence qui ne sera pas sans conséquence, pour les autres Maires/Adjoints et Élus-es , voyous de France !





Yves Dubois

DÉMOCRATIE/ JUSTICE, UN BEL EXEMPLE.

MédiaChartres étant sur la même ligne éditoriale que notre confrère, nous publions le résultat du procès qui l'opposait à l'État.



Une autre version (plus moderne) du: « Pot de terre, contre le

pot de fer », rien de politique que de l'information brute.

Une victoire symbolique, pour la liberté d'expression, la Presse et la démocratie.

La Rédaction

Extrait:



Dans un jugement du 6 juillet 2022, le tribunal de Nanterre a condamné l'État pour sa tentative de perquisition des locaux de Mediapart du 4 février 2019, la jugeant « ni nécessaire dans une société démocratique, ni proportionnée à l'objectif poursuivi ». Ordonnant l'exécution provisoire du jugement, le tribunal condamne l'État à nous verser 10 000 euros au titre des frais de justice.

Un article d'Edwy Plenel, à lire en accès libre

Partager



Afin de garantir la liberté totale de notre rédaction, Mediapart a fait le choix de ne pas être financé par des milliardaires, de ne pas recourir à la publicité, de ne pas recevoir d'aides publiques à la presse. C'est ce modèle qui nous permet d'enquêter librement sur la présidence Macron comme sur le financement du clan Sarkozy par la dictature libyenne. Sur les falsifications du professeur Raoult comme sur les méthodes de barbouzes du groupe LVMH et de son patron Bernard Arnault.

Avec une conviction : tout ce qui est d'intérêt public doit être rendu public.

En sanctionnant l'abus de pouvoir étatique, ce jugement rappelle la nécessité vitale, en démocratie, d'une justice indépendante et d'une presse libre. Mais il en souligne aussi la fragilité.

QUAND LA JUSTICE, « PREND L'EAU » ...

Pour une fois, MédiaChartres relais un avis du quotidien local, portant sur une déclaration (1) du Président du TDC (Tribunal de commerce) de Chartres, et le partage.



Il est exacte, dommage et incompréhensible, que ce **haut lieu chargé d'histoire**, soit totalement laissé à l'abandon par les institutions (?)

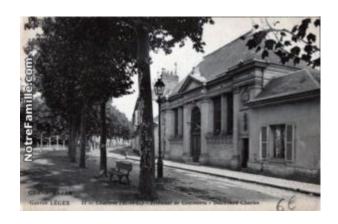
(1)« Depuis ma prise de fonction, il y a donc maintenant deux ans, je tente de faire réparer le toit de ce beau bâtiment dont l'étanchéité a rendu l'âme, aggravée par les désordres d'un chantier mitoyen. Rien n'y fait, chaque forte pluie inonde les locaux du greffe qui sont dans un état déplorable. Les infiltrations dans les murs ont même atteint le réseau électrique et le font parfois disjoncter. Les peintures de la salle des pas perdus cloquent comme tout le monde a pu le voir, mais les services administratifs régionaux (SAR) restent inactifs et silencieux à nos réclamations. Les chefs d'entreprise que nous sommes ont, eux aussi, compris qu'à l'arrivée cela coûtera dix fois plus cher à remettre en état, mais nous ne savons plus quoi faire à ladite inertie administrative

François Robinet.

(source: Échos républicain).

MédiaChartres, espère que cette « **supplique** » sera entendue, quelle trouvera « **audience** » et que le Ministère de tutelle, fera preuve de … **jugement** (?)

Clara Hirch





ENQUÊTE SUR LES SYNDICS DE COPROPRIÉTÉS -1-

MédiaChartres, à débuté une enquête de fond, sur les

« agissements » de certains

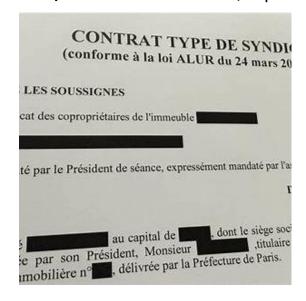


syndics de copropriétés locaux et les premiers résultats sont édifiants !

Nous avons interrogé de nombreux propriétaires dépendants de ces syndics et les témoignages vont tous dans la même direction.

Des actes « **obscures** » facturé à prix d'or, des attitudes toujours « borderlines », des prestations fantômes (visites annuel et comptes rendus, charges surévalués, etc), **des documents et renseignements appartenant légalement aux propriétaires** comme, le (**prés-état daté**, **et l'état daté**) qui

s'imprime en un clic de sourie et facturé prés de ... **400 euros** ?



Travaux imposés avec « **prestataires habituels** » et avec appels de fonds anticipés (de la trésorerie à moindre frais).

Travaux rarement effectué dans les temps, mais faisant office de banquier.

Une liste non-exhaustive et nous reviendrons très largement sur ce sujet (...)

A lire:

https://www.lemonde.fr/argent/article/2020/10/09/copropriete-s ix-armes-pour-reprendre-le-pouvoir-face-ausyndic_6055345_1657007.html

Et:

https://www.dismoimondroit.fr/comment-regler-un-conflit-avec-s
on-syndic-de-copropriete/

Ou encore:

https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15189

Et pour finir:

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=GPAnlemkx-LcZB5
BEMRqAPxnFFJbCxjZfqxFzwqAFRg=

-Le temps va très sérieusement commencer à se couvrir pour les Syndics, à partir du 01/01/2022

« Journal officiel du 9 septembre 2021« .

MédiaChartres, vous dévoilera, comment les « officines de l'obscure » se font aider par des « partenaires » aussi « scrupuleux » qu'eux, Notaires, Artisans, fonctionnaires, Mairies etc

Une enquête et un dossier, qui passionne MédiaChartres !

Martine Leroy

AU RALENTI!

Vous êtes nombreuses et nombreux, à nous demander pourquoi nous avons ralenti les publications **MédiaChartres**.

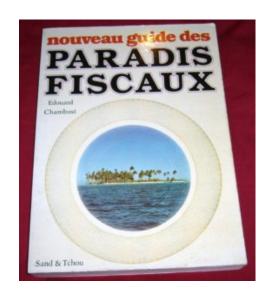


Pour ne rien vous cacher (contrairement à beaucoup), étant membre du syndicat qui à enquêté et révélé l'affaire des « PANDORA PAPERS « , nous étions (comme vous pouvez vous en douter), »légèrement occupé « .

Nous vous prions, de bien vouloir nous excuser, pour ce bref arrêt du son et de l'image, mais il nous semble, que cela en valait la peine.

https://www.huffingtonpost.fr/entry/pandora-papers-dou-vient-c e-chiffre-de-11-300-milliards-dedollars_fr_615b1c04e4b05040d1ddd62f

Les choses devraient rapidement, reprendre un cycle normal.



La Rédaction

Nous sommes en droit de nous demander « pourquoi des véhicules sont chaque jours stationnés devant les portes de la Mairie, sans **JAMAIS** avoir de PV« ?

Question légitime et MédiaChartres y répond. -portes de la Mairie-

Simple et imparable, il suffit de coller sur le pare-brise, un précieux sésame, comme celui que nous avons surpris, ou une vignette « spéciale exo Chartres Métropole« , de . . . 2019 (?) (mise à jour, depuis cette publication).



Tous égaux en droit (pas si sur) pour beaucoup, l'abus de pouvoir et de privilèges, tourne même au mode de vie !

Et surtout, pas question d'inquiéter les « favoris » du Château.

https://www.lefigaro.fr/automobile/2019/02/26/30002-20190226AR
TFIG00207-asvp-des-pouvoirs-tres-limites.php

Martine Leroy

<mark>ou vignette-</mark> Métropole – - logo
- les anti-PV Chartres



